

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SVLR (ISDND) VEOLIA PROPRETE

Lieu-dit Mirandes Basses RD 117
66600 Espira-De-L'agly

Réf : 2025-014-PR

Code AIOT : 0018300043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société SVLR, implantée RD 117, lieu-dit « Les Mirandes Basses » sur la commune d'Espira-de-l'Agly.

L'inspection a été annoncée le 17/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site classé prioritaire suivant les critères nationaux.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection est les émissions de biogaz en lien avec l'action régionale 2025 "Captage biogaz ISDND".

Ce sujet est d'enjeu au titre de la réduction des gaz à effet de serre (GES) à l'échelle régionale.

Il s'agit de vérifier les mesures prises afin de capter et brûler le méthane issu de la décomposition des déchets stockés.

La valorisation du biogaz (point non réglementaire) sera également examinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVLR (ISDND) VEOLIA PROPRETE
- RD 117 Les Mirandes Basses 66600 Espira-de-l'Agly
- Code AIOT : 0018300043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Initialement la société SOVAL, filiale à 100 % du groupe VÉOLIA, a été autorisée par arrêté du 20 juin 2003 à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) qui a été mise en service en juin 2004.

En septembre 2011 la société SOVAL a déposé une demande en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité annuelle de stockage de 100.000 à 130.000 t, afin de pouvoir recevoir 30.000 t de mâchefers. Cette demande a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 2012-191-0006 du 09/07/2012 qui annule les prescriptions antérieures et constitue l'acte administratif de référence.

En 2012 la société SOVAL est devenue Société de Valorisation du Languedoc-Roussillon (SVLR) suite à une réorganisation des régions «Veolia propreté» dans lesquelles les actifs associés aux sites exploités sont regroupés au sein de sociétés locales opératrices.

L'échéance de l'autorisation est fixée au 20/06/2027. La capacité annuelle de stockage autorisée est de 130.000 t/an. La capacité totale du site est estimée à 2,7 Mm³ soit 2,5 Mt. La superficie de l'installation est de 15,6 ha dont 9,75 ha seront exploités.

Cette installation de stockage de déchets est située dans une ancienne carrière et les alvéoles viennent s'appuyer, au sud, sur les anciens fronts d'une hauteur totale de l'ordre de 60m. L'installation est divisée en 5 casiers (A à E).

Les déchets qui peuvent être admis dans ce centre sont principalement des déchets secs non recyclables issus de centres de tri et déchetteries, les refus du tri des encombrants, les déchets industriels et commerciaux banals non valorisables, non fermentescibles et peu évolutifs, les déchets minéraux de démolition, les mâchefers ; il s'agit de déchets qualifiés de non dangereux.

Cette ISDND est classée sous les rubriques :

- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux : capacité 130.000 t/an
- 3540 : Installation de stockage de déchets, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

L'arrêté d'autorisation de 2012 a été modifié par les arrêtés complémentaires suivants :

- l'APC du 06/12/2013 a supprimé la limite de 30.000 t/an pour le stockage de mâchefers sans modification de la capacité totale de 130.000 t/an ;
- En décembre 2014, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral afin d'ouvrir la possibilité de réceptionner un tonnage de déchets supérieur au seuil autorisé à la suite d'un événement exceptionnel. Cette demande a abouti à l'APC n° 2015092-0007 du 02/04/2015 qui permet des dérogations préfectorales pour accepter temporairement des tonnages supérieurs au seuil autorisé et des types de déchets non prévus par l'arrêté d'autorisation ;
- En février 2015, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral concernant les prescriptions sur les émissions de biogaz. En effet, malgré une faible production de biogaz, SVLR a mis en place un réseau de récupération et des équipements de valorisation (afin de bénéficier de la réduction de la TGAP). Cette demande a abouti à l'APC n° 2015183-0001 du 02/07/2015 qui distingue le cas d'un traitement par torchère ou chaudière ou moteur ;
- l'APC n° 2018 158-0003 du 07/06/2018 afin de réglementer le puits de relevage des lixiviats ;
- l'APC n° 2019.178-0001 du 27/06/2019 afin de modifier certaines prescriptions non adaptées ;
- l'APC n° 2020.160-0001 du 08/06/2020 afin de prendre en compte d'autres modifications (modification de la géométrie du casier E2, mise à jour des garanties financières, suppression de la mention du bassin centre, modification de l'aire d'entretien des engins, confirmation de l'équivalence de l'étanchéité pour l'aménagement de 2 risbermes sur le casier E2).

A signaler que la société SVLR a déposé le 23/09/2024 une demande de renouvellement et d'extension en hauteur de son installation de stockage de déchets non dangereux d'Espira-de-l'Agly. Cette demande est en cours d'instruction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
2	Mesure de la quantité de biogaz capté	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Mesure du volume de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II
4	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21
5	Mesure de la qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
6	Programme de contrôle des installations biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II
7	Contrôle externe des installations de destruction	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III
8	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV
9	Programme de détection et réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V
10	Système de drainage et de traitement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 3.8.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier que l'installation de stockage de déchets est équipée d'un dispositif de captage permettant la valorisation du biogaz produit.

Les différents contrôles prévues par la réglementation sur le réseau de captage et des émissions diffuses sur les zones de stockage, sont mis en œuvre par l'exploitant.

Concernant le résultat de la visite, les constats n'ont pas fait ressortir d'écart nécessitant des suites administratives. Des observations ont été formulées par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
Prescription contrôlée : <p>I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.</p> <p>Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du Code de l'environnement.</p> <p>ARTICLE 3.8.2 AP du 09/07/2012 modifié : Système de drainage et de traitement</p> <p>La mise en place d'un système de drainage du biogaz devra faire l'objet d'une étude qui sera soumise à l'avis d'un organisme expert.</p>
Constats : <p>Les déchets autorisés sur le centre de stockage d'Espira-de-l'Agly sont principalement les déchets secs non recyclables, non fermentescibles et peu évolutifs, les déchets minéraux de démolition, les mâchefers. Ces déchets produisent peu de biogaz.</p> <p>De ce fait la demande initiale d'autorisation ne prévoyait pas la mise en place d'un réseau de captage de biogaz, celui-ci étant conditionné aux résultats des mesures des émissions diffuses.</p> <p>La loi de finances rectificative pour 2006 ayant prévu d'exonérer d'une partie de TGAP les installations classées d'élimination des déchets lorsqu'elles valorisent plus de 75% de leur production de biogaz, un réseau de captation de biogaz a tout de même été mis en place afin de valoriser la faible production de biogaz.</p> <p>Ainsi, en 2011, une unité de valorisation de biogaz a été implantée sur le site. Cette unité est composée d'une chaudière de puissance maximale de 25 kW, elle permet de valoriser la chaleur générée par la combustion du biogaz en eau chaude sanitaire utilisée pour les bâtiments administratifs.</p> <p>Une deuxième unité de valorisation a été mise en place en 2014, elle comprend deux moteurs Stirling d'une puissance de 7,2 kW chacun. Cette installation permet la valorisation du biogaz en électricité pour le fonctionnement de l'ISDND.</p> <p>Le biogaz généré est capté, une fois les casiers exploités, par la mise en œuvre de puits verticaux. Ces ouvrages sont connectés via des antennes secondaires à des collecteurs primaires acheminant le biogaz vers les équipements de valorisation. Ainsi, à date, les casiers A, B, C, D et E1 sont dégazés par des drains et des puits de captage.</p> <p>Le casier E2, non finalisé, n'est pas encore équipé.</p> <p>Concernant les études pour la mise en place du système de drainage de biogaz, l'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport Veolia du 21/12/2005 concernant la quantification des émissions de biogaz du casier A ;• le rapport Veolia du 11/08/2009 concernant la quantification des émissions de biogaz des casiers B et C1 ;• le rapport du 27/12/2019 rédigé par la société Riquier Etudes Environnement, de mesure du biogaz sur les casiers A, B, C et D ;• le rapport du 28/12/2020 rédigé par la société Riquier Etudes Environnement, de mesure du biogaz sur les casiers A, B, C et D ;

- le rapport de la société PJE de foration de 4 puits sur le casier D et 4 sur le casier E2.

L'exploitant précise également que les rapports rédigés par la société Riquier Etudes Environnement dans le cadre de la surveillance des émissions diffuses, comprennent des appréciations sur le fonctionnement du réseau de captage de biogaz.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

La poursuite de la mise en place du système de drainage du biogaz sur le casier en cours d'exploitation doit faire l'objet d'une étude qui sera réalisée ou soumise à l'avis d'un organisme expert. Cette étude devra également valider le réseau de captage sur les casiers déjà équipés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure de la quantité de biogaz capté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I

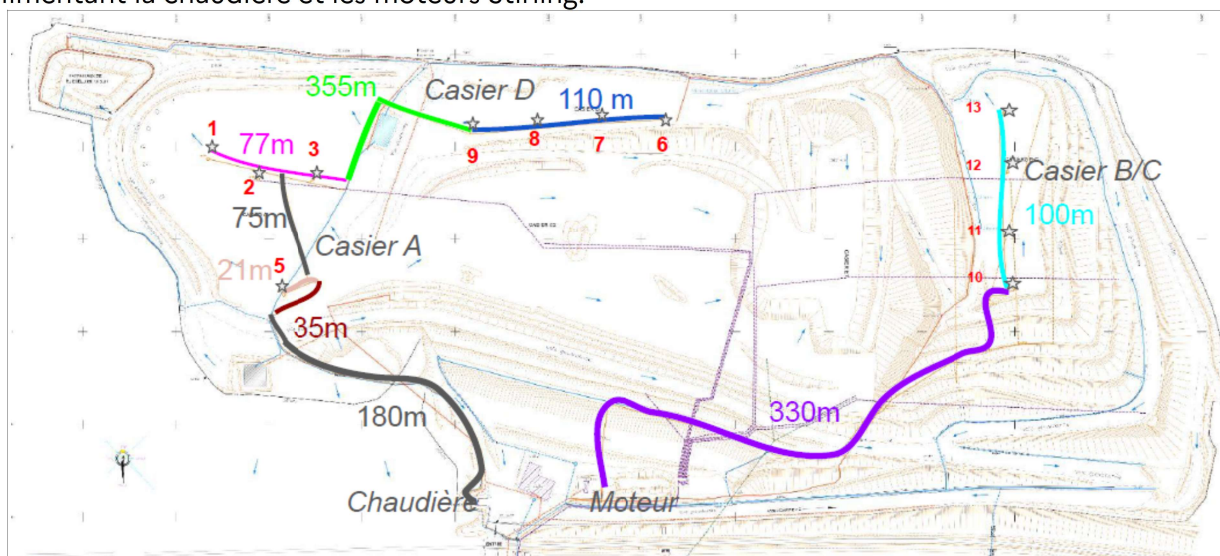
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la quantité de biogaz capté

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan du site positionnant les différents réseaux dont le réseau de biogaz ainsi qu'un schéma (voir ci-après) permettant d'identifier les puits de captage et les canalisations alimentant la chaudière et les moteurs Stirling.



Les 2 dispositifs de mesure du débit de biogaz sont positionnés respectivement au niveau de la chaudière et des moteurs Stirling. Il s'agit de compteurs utilisés et validés par les services des douanes pour le calcul de l'exonération de la TGAP.

A signaler que les moteurs Stirling seront remplacés à court terme par une torchère, cf point de contrôle n°7.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure du volume de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du volume de biogaz

Prescription contrôlée :

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé

A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

[...]

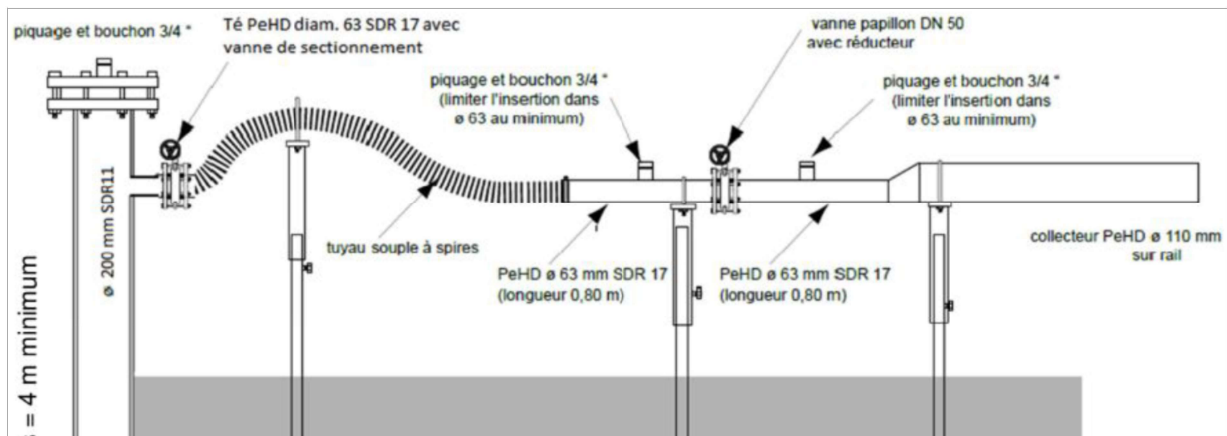
En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur

Constats :

cf point de contrôle précédent concernant l'implantation des compteurs de mesure du volume du biogaz.

Actuellement le site ne comprend pas d'installation d'élimination.

L'exploitant a présenté le schéma type d'équipement de la tête des puits comprenant les piquages permettant la réalisation des mesures.



Au cours de la visite de terrain l'inspection a visualisé par sondage ces aménagements ainsi que les piquages en amont des dispositifs de contrôle de débit au niveau des installations de valorisation.

Le site ne comprend pas de stockage de biogaz tampon.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

Prescription contrôlée :

Article 12-II

Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.

Article 21

I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du

biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Constats :

L'exploitant a présenté le fichier récapitulant les contrôles à réaliser sur les installations de captage et valorisation du biogaz et à titre d'exemple le registre bi-mensuel du 26/12/2024 et du 09/01/2025 des opérations de contrôle internes de l'ISDND qui confirme, pour ce qui concerne le biogaz, la réalisation du :

- contrôle de fuite sur le réseau chaudière (surpresseur + canalisations)

- contrôle de fuite sur le réseau moteur (surpresseur + canalisations)

Le contrôle de fuite est réalisé par un opérateur à l'aide d'une bombe test savon de détection de fuite, en cas d'odeur suspecte.

À signaler qu'en cas de fuite important les installations de valorisation ne peuvent plus fonctionner compte tenu de la faible émission de biogaz.

L'exploitant est équipé d'un appareil portatif permettant de mesurer la dépression dans le réseau de captage du biogaz. Une démonstration a été faite lors de la visite de terrain.

Compte tenu de la faible production de biogaz, la dépression est réalisée par une pompe.

Le fichier des contrôles à réaliser récapitule également les vérifications et étalonnages effectués sur les équipements, à savoir :

- débitmètre biogaz ;
- manomètre ;
- analyseur biogaz ;
- détecteurs 4 gaz et 5 gaz Dräger ;
- détecteurs gaz fixes chaudière et moteurs.

L'exploitant a également présenté le registre informatique sur lequel sont reportés les résultats de la surveillance dont la mesure de la dépression, sur les 9 puits de captage et les collecteurs de la chaudière et des moteurs Stirling.

L'inspection a également vérifié que les principaux résultats concernant le biogaz, notamment le rapport de mesure des émissions diffuses, sont présentés dans le rapport annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure de la qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la qualité du biogaz

Prescription contrôlée :

[...] La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz

§1 « Données relatives aux rejets », point 4 : Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S, H₂

Constats :

Cf point de contrôle précédent : le fichier récapitulant les contrôles permet de confirmer la réalisation des contrôles mensuels de la qualité du biogaz.

L'exploitant a également présenté :

- le relevé des contrôles mensuels internes qui porte sur les 9 puits de captage et 2 collecteurs « chaudière » et « moteurs ». Les contrôles portent sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂, débit, dépression, H₂S, CO, H₂, température ;
- les rapports de la campagne 2024 de l'analyse mensuelle de l'H₂S et H₂O dans les prélèvements de biogaz par un organisme externe (société Explorair).

Au cours de la visite de terrain une analyse de la qualité du biogaz a été réalisée par sondage sur un puits de captage du casier A (P05).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de contrôle des installations biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de contrôle des installations biogaz

Prescription contrôlée :

II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.

Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Constats :

Cf points de contrôle précédent : le programme prend la forme d'un fichier tableur qui liste les opérations à réaliser et précise les fréquences des contrôles.

L'arrêté préfectoral ne fixe pas le délai entre deux vérifications des appareils de mesures.

L'exploitant confirme retenir les instructions des constructeurs des équipements.

Cf points de contrôle précédents : le fichier récapitulant les contrôles permet de confirmer la réalisation des différents contrôles et en particulier des vérifications et étalonnages des équipements de suivi.

L'exploitant a également présenté :

- le certificat d'étalonnage du mesureur de gaz (31/10/2024) ;
- les carnets métrologiques relatifs aux 2 compteurs de gaz (chaudière et moteurs) ;
- les constats de vérification périodique des compteurs de gaz (14/10/2024) ;
- les feuilles de résultats des 4 appareils de mesures de gaz Dräger (intervention du 17/12/2024) ;

- les rapports de mesure SOCOTEC (des 03/04/2024, 29/07/2024, 04/10/2024) de mesures de concentration en polluants dans les rejets moteurs et chaudière.

Au cours de la visite l'inspection a visualisé par sondage le rapport du contrôle annuel des émissions diffuses sur les casiers (rapport Bureau Véritas du 21/02/2024) et le rapport de mesure de concentration en polluants (rapport Socotec du 29/07/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle externe des installations de destruction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des installations de destruction

Prescription contrôlée :

III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.

Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde.

Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Article 3.8.3 AP du 09/07/2012 modifié : Destruction du biogaz par torchère

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

En cas de destruction par combustion, la fréquence des mesures de SO₂ et CO sera trimestrielle et les seuils suivants ne devront pas être dépassés :

- CO < 150 mg/Nm³
- SO₂ < 300 mg/Nm³

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Constats :

Sans objet, le site ne comprend pas d'installation d'élimination du biogaz.

À noter que l'exploitant a déposé en préfecture une demande fin 2024 afin de remplacer les moteurs Stirling en fin de vie par une torchère, garantissant le traitement intégral du biogaz.

<p>Cette demande a été validée par le courrier préfectoral du 13/12/2024.</p> <p>L'exploitant a justifié cette demande par le fait que les moteurs Stirling fonctionnent mal, sont souvent en panne et ne permettent pas la valorisation de l'ensemble du biogaz produit.</p> <p>L'exploitant confirme que la torchère doit être implantée début février 2025, qu'elle sera conforme aux prescriptions réglementaires et que les contrôles prévus seront inscrits dans le programme de surveillance.</p> <p>Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :</p> <p>La mise en route de la torchère devra être confirmée à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Cartographie des émissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p> <p>ARTICLE 3.8.1 AP du 09/07/2012 modifié : Contrôle annuel</p> <p>Une analyse des émissions diffuses de biogaz par maillage de 20m à l'aide d'un détecteur de gaz devra être réalisée annuellement sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le casier en exploitation • les couvertures provisoires <p>Une mesure devra être effectuée également la 5ème année suivant la fermeture d'un casier.</p> <p>En cas de détection de biogaz, un système de drainage et de traitement devra être mis en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fichier récapitulatif des contrôles confirme la réalisation des mesures annuelles des émissions diffuses des casiers en exploitation et couvertures provisoires.</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport d'intervention de la société RIQUIER, mesures de biogaz du 07/06/2012 sur les casiers B et C ; • le rapport d'intervention, mesures de biogaz des 7 au 09/12/2020 sur les casiers A, B, C et D ; • le rapport d'intervention de la société RIQUIER, mesures de biogaz, campagne 2022, sur l'ensemble des casiers en exploitation (4,3 ha) et en post-exploitation (6,7 ha) ; • le rapport d'intervention du Bureau Veritas des 09/03/2023, 06/02/2024 et 21/02/2024,

mesures de biogaz, campagne 2023 et 2024, sur l'ensemble des casiers en exploitation et en post-exploitation (11 ha).

L'inspection a vérifié le rapport d'intervention du Bureau Veritas des 06/02/2024 et 21/02/2024, mesures de biogaz, campagne 2024, sur l'ensemble des casiers en exploitation et en post-exploitation (11 ha).

Le Bureau Veritas met en œuvre 2 méthodologies complémentaires de détection et de cartographie des zones émettrices de Biogaz à savoir la détection pédestre et la détection aéroportée par drone.

Le rapport confirme que durant la campagne, 100% de la surface a pu être contrôlée de manière aéroportée puis que chacune des zones pré-détectées comme émettrices (par la phase de détection aéroportée) a ensuite fait l'objet d'une investigation pédestre plus poussée.

La campagne 2024 a permis de mettre en évidence un total de 5 sources d'émissions (4 émissions localisées et 1 émission diffuse).

L'exploitant a confirmé avoir réparé les zones d'émission qui avaient été marquées au sol par le Bureau Veritas, à savoir (zones E04, E14, E16) : fouilles ou points ponctuels d'émission rebouchées avec de l'argile (01/08/2024).

Les réparations sont tracées directement sur le rapport du Bureau Veritas.

L'exploitant précise que deux zones n'ont pas fait l'objet de réparation pour des raisons de difficulté technique, à savoir la zone E06 correspondante à un regard d'eau pluviale et la zone E17 localisée au sommet du talus du casier C / D.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

Le rapport annuel des émissions diffuses doit valider l'efficacité du dispositif de collecte du biogaz et justifier le seuil retenu pour les émissions de CH₄ nécessitant une action corrective. Toutes les zones signalées comme présentant des émissions notables de méthane doivent faire l'objet de réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Programme de détection et réparation des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites

Prescription contrôlée :

V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.

L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Cf points de contrôle précédents :

- le contrôle de fuite sur le réseau de captage de biogaz est réalisé en interne. L'exploitant a précisé que les différents collecteurs sont vérifiés et en cas d'odeur de méthane une recherche de fuite est réalisée à l'aide d'une bombe test savon de détection de fuite ;

- concernant les émissions diffuses sur les casiers elles sont réalisées lors des campagnes annuelles par un organisme externe et les points signalés font l'objet de réparation (cf observation formulée au point de contrôle précédent).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Système de drainage et de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 3.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Système de drainage et de traitement

Prescription contrôlée :

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion.

Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et, au besoin, l'installation.

Constats :

Le dispositif de coupure de l'alimentation en combustible a été visualisé au cours de la visite de terrain.

Il s'agit d'un coffret bris de glace positionné à l'extérieur du container de la chaudière coupant l'alimentation électrique du container et donc l'alimentation de la pompe d'aspiration du biogaz.

L'exploitant précise que le container est également équipé avec un détecteur de biogaz permettant la coupure de l'installation électrique du container en cas de détection de biogaz.

Le dernier rapport de contrôle du détecteur par la société TELEDYNE a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite